

SA CONSTRUCTION A ÉTÉ LANCÉE EN 1994 SUR FOND DE TRAFIC DU FONCIER AGRICOLE

«Le marché de Kherrouba est désormais un bidonville»

Le projet de marché de gros de Kherrouba, localité nichée quasiment sous la digue du grand barrage de Keddara est, au plan de la gestion des biens publics, au plan urbanistique et au plan sécuritaire, une véritable plaie pour la daïra de Boudouaou et toute la wilaya de Boumerdès. Le wali de Boumerdès Abderrahmane Madani Fouatih, alors qu'il clôturait, ce dimanche, sa visite dans cette municipalité — il en est à la 9^e commune visitée sur les 32 que compte la wilaya — en a fait l'amer constat. «Ce marché est un véritable bidonville !» s'est-il emporté.

Une rétrospective de ce «bidonville» est nécessaire pour comprendre le problème de prédation et de dilapidation des terres agricoles induites par la construction de ce «monstre urbanistique». En 1994, le DEC (délégation exécutive communale) de l'époque, T. R. Ali, qui était également président d'une EAC, de connivence avec ses associés, les attributaires de cette ferme collective de 17 hectares, située sur le lit de oued Boudouaou et à quelques kilomètres du barrage de Keddara le long du CW122, a commencé à distribuer des autorisations de construction de locaux

commerciaux pour grossistes. Cela s'est fait sur des terres de cette EAC et appartiennent au domaine agricole de l'Etat. Il est aisé d'imaginer à qui ces autorisations ont été attribuées et contre quoi.

Pour rappel, l'ancien président de l'EAC et ex-DEC qui a été par la suite élu sur la liste du RND, à la tête de la commune de Kherrouba, a écopé, à cause de cette affaire, de deux ans de prison ferme et une autre condamnation de cinq ans de prison ferme pour une autre histoire de lots de terrain. Les deux verdicts ont été confirmés par les instances supérieures de la justice.

L'actuelle directrice du commerce de la wilaya expliquait au wali Fouatih que 549 locaux ont été construits. Aucune commodité n'est disponible. A ces 549 espaces de 140 m² chacun supposés être dédiés au commerce de gros, s'ajoutent les 28 locaux et un mur construits pas loin du chemin de wilaya 122 sur un espace de servitude (passage gaz et AEP) mais démolis il y a quelques mois.

Non contents d'avoir contribué à la destruction de leur EAC (des terres plates et irrigables), les attributaires de l'EAC citée dans cette affaire ont récemment introduit au niveau de l'administration un dossier exigeant leur indemnisation. Ils réclamaient une compensation de pas moins de 12 milliards de centimes. Il se trouvera peut-être un responsable intéressé pour pousser le dossier. Bref depuis des décennies, six walis sont passés par cette wilaya et chacun y est allé de ses promesses aux gens de l'UGCAA (Union générale des commerçants et artisans algériens) et ceux qui gravitent autour de cette organisation pour résoudre le problème mais le monstre devenait de plus en plus hideux et les marchands ambulants chassés du marché de la ville de Boudouaou ont contribué à rendre chaque vendredi le site de moins en moins sécurisé.

Contrairement à ses prédécesseurs, Fouatih préconise un discours de vérité. Il a commencé par donner l'appellation qui sied bien au site «un bidonville. Ce marché est une honte pour moi. Je ne veux pas être wali où de telles choses se déroulent et où des choses pareilles se construisent», dira-t-il aux responsables locaux et aux représentants des commerçants qui pensaient que l'Etat allait encore dépenser pour résoudre leurs problèmes. Quelques minutes plus tard, nous avons questionné le

wali sur l'avenir de ce marché. Il nous a résumé la situation ainsi : «Effectivement, la visite de Kherrouba était axée sur ce point noir pour la wilaya. Je voulais également m'attarder sur la réalité du terrain. C'est un dossier qui a été très mal géré. Maintenant, il est nécessaire de trouver une solution définitive à cette infrastructure qui pourrait devenir un gisement important de finances pour la commune. Comme vous l'avez remarqué, j'ai suscité sur place un petit débat avec quelques représentants de commerçants pour faire passer le message et dire que toutes les solutions sont possibles et, éventuellement, aller aux solutions radicales mais nous devons gérer le dossier de manière professionnelle. Je prendrai le temps nécessaire pour réfléchir et prendre les mesures qui arrangent à la fois l'administration et les commerçants.»

Et le projet de La Belle de Ouled Moussa ?

Toujours au sujet de l'implantation des unités de commerce de gros dans la wilaya de Boumerdès, nous avons questionné le wali sur le projet lancé en 2008 concernant la construction d'un Rungis à l'algérienne au niveau de la commune de Ouled Moussa.

Pour rappel, la firme La Belle avait lancé le projet en question sur une superficie de 30 hectares dont

l'investissement avait été évalué, en 2007, à 506 millions de dinars dont une partie en devises. C'était une entreprise espagnole qui devait le bâtir ce complexe qui comprenait des infrastructures de froid et 300 locaux de commerce de gros dans le domaine de l'agroalimentaire.

Ce projet, qualifié d'intérêt national par les hautes autorités du pays, avait eu le soutien de plusieurs ministères et tout particulièrement celui du CNI (Conseil national de l'investissement) alors présidé par le chef du gouvernement de l'époque qui n'est autre que Ahmed Ouyahia.

L'ancien wali de Boumerdès l'avait visité pour féliciter les initiateurs. Retournement de situation, quelques mois plus tard, le même wali avait, pour des raisons obscures, tout fait pour le saborder. Quatre directeurs exécutifs et le SG de la wilaya se sont retrouvés devant la justice pour une démarche administrative accomplie après l'assentiment de toutes les autorités du pays. Les 30 hectares en question ont été récupérés par l'administration et laissés à l'abandon. «Je promets qu'à la prochaine visite à Ouled Moussa, j'aborderai ce point, je verrai si éventuellement il y a un embryon d'idée qu'on pourrait faire germer pour créer ce Rungis algérien pour-quoi pas ?» dira sur ce point Fouatih.

Abachi L.

NAÂMA

L'après-pétrole au menu de l'APW

Lors de la session ordinaire d'hiver qui s'est tenue jeudi dernier à la salle Ennasr de Naâma, sous la présidence de M. Badaoui Tadj, président de l'APW, en présence du wali, M. Abdelhamid El-Ghazi, ainsi que les chefs de daïras, des P/APC et des directeurs de l'exécutif, il a été examiné la situation de deux importants secteurs économiques de l'heure, celui de l'agriculture et celui du tourisme, sujets de l'après-pétrole.

Les travaux ont été ouverts par le P/APW, qui a présenté l'ordre du jour de cette session, pour passer la parole au premier responsable de l'exécutif, qui n'a pas manqué de signaler au passage la dernière visite du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, M. Nouredine Bédoui, qu'il considère de «visite historique», du fait qu'elle a apporté

beaucoup de projets pour différents secteurs à la wilaya, notamment le secteur de l'hydraulique, les travaux publics (protection des oueds, réalisation de ponts et des conduites des eaux pluviales etc.). D'ailleurs dira-t-il, une commission de suivi pour le lancement de ces opérations séjourne actuellement dans la wilaya et une première tranche de ces projets

a été dégalée par le ministère, alors que les travaux devront débiter cette semaine, a-t-il annoncé.

Concernant le premier point de l'ordre du jour de cette session, le secteur de l'agriculture, ce véritable poumon économique, qui a pris la part du lion dans les débats, plusieurs volets ont été alors abordés et passés au crible, entre autres, la campagne labours-semelles, considérée comme une saison de bons auspices, initiée à la faveur des dernières précipitations, les concessions agricoles, et bien d'autres sujets liés à l'agriculture. Idem pour le secteur du tourisme, notamment le sud de la wilaya (région de Aïn-Séfra), qui recèle d'importants sites touristiques aussi beaux que pittoresques, à l'exemple des oasis, l'ar-

chitecture des ksour, des dunes dorées, la plaine de la Dzira, les gravures rupestres, la réserve naturelle de Aïn-Aïssa, la station thermale de Aïn-Ouarka, la zaouia de Ch.Bouamama et le site du dinosaure à Sfisifa. Bref, tous les atouts touristiques, les commodités et les structures d'accueil déjà existants ou en cours de réalisation ont été revus.

Clôturant cette session, le premier responsable de la wilaya a réitéré un appel aux investisseurs désireux de contribuer dans l'exploitation de l'agriculture ou le développement dans le tourisme dans la région, que toutes les portes sont ouvertes, et que les facilités seront accordées aux «vrais» promoteurs.

B. Henine

MILA

Les cadres des collectivités locales en formation

La grande salle des délibérations de la wilaya abrite, depuis le 8 du mois en cours et jusqu'au 11, un stage de formation, de perfectionnement et de recyclage dans le domaine de la finance locale, destiné aux cadres gestionnaires des collectivités locales.

Animé et encadré par des formateurs de l'Institut supérieur de gestion et de planification d'Alger - (ISGP) — ce stage a trait aux techniques de gestion des finances, des marchés publics et de la gestion des biens appartenant

aux collectivités locales et, par conséquent, sont concernés par cette formation les P/APC des 32 communes de la wilaya, ainsi que les chefs de services marchés publics, comptabilité et autres chargés du budget, mais également,

les secrétaires généraux et les chefs de services de daïra, les ingénieurs de l'administration locale et, enfin, les membres de la commission économie et de l'Assemblée populaire de wilaya (APW).

Le wali de Mila, monsieur Mohamed-Djamel Khenfar, qui a ouvert cette rencontre, a mis le doigt sur une situation qui altère préjudiciablement la gestion des finances locales, en l'occurrence la problématique qui revient souvent entre le

contrôleur financier et les ordonnateurs locaux, en matière d'interprétation de la réglementation en vigueur.

Par ces temps des vaches maigres, le volet valorisation des biens communaux et des collectivités locales, d'une manière générale, va être souligné en trait gras selon des formateurs, et ce, afin de les exploiter à leur juste valeur et, par conséquent, permettre à la trésorerie locale d'être mieux renflouée.

A. M'haïmoud

POLICE DE GUELMA 16 arrestations dans le cadre d'une opération anti-drogue

Des opérations de lutte contre le trafic de stupéfiants ont été menées à Guelma dans plusieurs quartiers, jugés suspects, depuis les dix derniers jours du mois de décembre dernier.

Les éléments de la brigade anti-drogue de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya ont particulièrement traqué la revente du kif traité et des psychotropes, dans les cités Aïn Deffa, les 100 lots, Mekhancha, l'ancien abattoir et les immeubles du Théâtre romain, a rapporté hier la cellule de communication de la police de Guelma.

La même source révèle que le but de ces opérations était de lutter contre les dealers de rue qui sévissent dans certains quartiers de la ville. Au total, 16 personnes ont été arrêtées en flagrant délit de détention et de commercialisation de stupéfiants. Les enquêteurs ont aussi réalisé des saisies importantes de kif traité et de comprimés psychotropes.

Les prévenus, qui sont âgés entre 19 et 37 ans, ont été écroués par le magistrat instructeur près le tribunal de Guelma, indique la même source, précisant que ces opérations se poursuivent dans le cadre d'un programme de lutte anti-drogue de la Sûreté de wilaya.

Nouredine Guergour